

Préface

Ce livre part d'un constat et répond à une interrogation. Il est publié à l'heure où les exactions antisémites en France connaissent une aggravation inquiétante, comme le montre ce bref rappel des épisodes suivants : l'affaire Halimi en 2006, les tueries de Toulouse et de Montauban en mars 2012, puis celle du Musée juif de Bruxelles en mai 2014 ; la manifestation organisée à Paris le 26 janvier 2014 par Jour de colère, où des milliers de personnes ont crié dans la capitale, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, « Mort aux Juifs » ; la tuerie survenue dans un Hyper Cacher de la porte de Vincennes le 9 janvier 2015, deux jours après l'attentat contre *Charlie Hebdo*. De nombreux actes antisémites, heureusement moins graves, ont lieu, le plus souvent dans des banlieues où habitent des populations fortement discriminées. À tous ces faits s'ajoutent le succès obtenu par Dieudonné dans ses spectacles, les vidéos dans lesquelles ce même Dieudonné et Alain Soral commentent l'actualité, ainsi que la multiplication des sites complotistes et antisémites sur Internet. Cette résurgence de l'antisémitisme en France est alimentée par l'impasse dans laquelle se trouve le conflit israélo-palestinien. Cette situation se conjugue avec un anti-islamisme apparu dans notre pays depuis plusieurs années et que les attentats commis à Paris en janvier puis en novembre 2015 et à Bruxelles en mars 2016 ont conforté. L'extrême gauche semble ne pas comprendre cet antisémitisme et éprouve une gêne croissante à le dénoncer. En Mai 68, elle avait défilé en scandant « Nous sommes tous des Juifs allemands » : le ferait-elle aujourd'hui ?

L'antisémitisme, qui avait perdu tout droit de cité en France depuis la Seconde Guerre mondiale à gauche comme à droite, revient actuellement sur le devant de la scène. Pourtant aucun parti politique républicain, qu'il soit de droite ou de gauche, ne tolère aujourd'hui la moindre concession à

l'antisémitisme ; l'Église catholique fait de même depuis Vatican II (1962-1965). Ce nouvel antisémitisme est exprimé par des acteurs très différents. Certains sont anciens et bien connus : sans surprise, l'extrême droite y occupe une place essentielle, comme l'a montré la manifestation organisée par Jour de colère. Mais quelques groupes restreints qui se réclament de l'extrême gauche et du soutien aux Palestiniens ont aussi un discours antisémite. Le déclenchement de la seconde intifada a contribué à son aggravation continue depuis le début des années 2000. L'audience de ce discours antisémite est élargie par plusieurs sites Internet de soutien aux « Palestiniens » qui expriment, sous couvert de dénonciation du « sionisme », un antisémitisme réel et décomplexé. Enfin le discours antisémite est parfois formulé par certains détracteurs de l'esclavage et du colonialisme. Ils engagent ces deux événements dans une rivalité mémorielle avec le génocide vécu par les Juifs durant la Seconde Guerre mondiale, en qualifiant également de génocide ce qu'ont vécu esclaves et colonisés.

Robert Hirsch s'attaque à plusieurs questions. Il s'efforce de définir la nature et l'importance de ce nouvel antisémitisme. Comme d'autres avant lui, il s'inquiète des dérives de certains antisionistes. Et surtout, il examine l'attitude manifestée à l'égard de ce nouvel antisémitisme par la gauche radicale, celle qui se situe à la gauche du Parti communiste : ne fait-elle pas preuve d'incompréhension sur cette question ?

Celle-ci est évidemment politique. Historiquement, l'antisémitisme a été d'abord une émanation de la droite et de l'extrême droite. Fortement répandu en France du début des années 1880 à l'orée du siècle, il a diminué ensuite jusqu'à la Grande Guerre. Il revient en force avec la dépression des années 1930 et bien plus encore sous Vichy. Mais l'histoire montre aussi qu'à partir de sa naissance au début du XIX^e siècle, le socialisme a également été infecté par l'antisémitisme ; le fait de se proclamer socialiste n'était pas suffisant pour ne pas être antisémite. Avec l'affaire Dreyfus, la gauche comprend qu'il est désormais impossible d'être antisémite. Même si des traces d'antisémitisme apparaissent encore à gauche durant l'entre-deux-guerres puis après la Libération, ce courant n'a plus droit de cité, à l'exception de quelques formulations du PCF reposant sur une argumentation ancienne et assimilant Georges Pompidou à Rothschild au début de la décennie 1960.

Pour appréhender l'incompréhension de la gauche radicale face à ce nouvel antisémitisme, Robert Hirsch remonte dans le temps. Il étudie d'abord le discours et les pratiques des Juifs dans l'extrême gauche avant Mai 68. Il décrit le fort engagement des jeunes Juifs dans ce courant, depuis la fin de la guerre d'Algérie jusqu'à l'arrivée au pouvoir de la gauche en 1981. Cette réalité s'explique par deux raisons. La mémoire de la Seconde

Guerre mondiale a largement contribué à l'engagement de jeunes Juifs dans l'extrême gauche à partir des années 1960 parce que son souvenir a exacerbé leur sensibilité. Nés pendant ou après le génocide, ils ont été particulièrement attentifs à l'injustice du monde : leur judéité, bien que sous-jacente, bien que rarement affirmée, les a entraînés à rallier massivement les rangs de l'extrême gauche. Ses différentes tendances ont exprimé après 1968 des points de vue divergents à l'égard des Juifs et de l'État d'Israël, mais elles n'en étaient pas moins parties de ce substrat commun. De la Seconde Guerre mondiale aux années 2000, la majorité de l'extrême gauche a combattu l'antisémitisme.

Le rapport à l'État d'Israël est un second facteur à prendre en compte. Rappelons dans ses grandes lignes comment la gauche et l'extrême gauche se sont situées sur ce terrain. Le Parti socialiste a soutenu le sionisme en tant que mouvement politique depuis la Grande Guerre, puis indéfectiblement l'État d'Israël depuis sa fondation en 1948 ; il a pris des positions plus distancées à son égard à partir des années 1980, mais en dehors de tout antisémitisme. Le Parti communiste a eu depuis sa fondation une attitude beaucoup plus critique vis-à-vis du sionisme, puis de l'État d'Israël ; mais là aussi sans le moindre antisémitisme. Du côté de l'extrême gauche, les choses ont été plus complexes et ont évolué dans le temps. Dans sa grande majorité, elle a dénoncé également le sionisme puis l'État d'Israël, mais là encore sans recourir à des propos antisémites ; sa critique de l'État hébreu était aussi légitime que celle de n'importe quel autre État. Puis elle a procédé à des inflexions dans son approche de la question juive pour deux raisons : la place accrue, de plus en plus institutionnalisée, de la mémoire du génocide à partir des années 1980, et celle prise par les effets du conflit israélo-palestinien. La prise de conscience de ce dernier par la majorité de l'extrême gauche a été très lente au lendemain de Mai 68 avant que, peu à peu, elle ne vienne à considérer les Juifs dans leur majorité moins comme des opprimés que comme les oppresseurs des Palestiniens. Le soutien de plus en plus inconditionnel du CRIF à la politique israélienne a renforcé cette analyse.

Le militantisme juif au sein de l'extrême gauche a été fort au moment où la France connaissait un relatif apaisement de l'antisémitisme, qui est allé de pair avec une progression de l'intégration des Juifs dans la société. Deux vagues antisémites sont toutefois survenues dans les années 1959-1960 puis de 1975 à 1980 ; mais ce fléau n'en cessait pas moins de reculer depuis la Libération. Puis la tendance s'est inversée à partir du début des années 2000. Cependant un antisémitisme nouveau s'était manifesté auparavant, d'abord sous une forme très minoritaire. Le révisionnisme est apparu au sein de l'extrême gauche à la fin des années 1950. Il a été la

matrice intellectuelle du négationnisme qui a pris son envol après 1968 et qui nie le génocide. Tous deux résultent de la rencontre improbable entre les milieux d'extrême droite et deux hommes venus de la gauche : l'ancien socialiste Paul Rassinier, proche des libertaires, et Pierre Guillaume, issu du courant très minoritaire des bordiguistes. Le négationnisme est resté très marginal jusqu'à la décennie 1980 et n'a eu aucun écho dans la gauche socialiste et communiste. En revanche, il a rencontré un écho relatif, ou du moins bénéficié d'un certain manque de vigilance au sein de plusieurs composantes de l'extrême gauche et de l'ultra-gauche : les trotskistes de Lutte ouvrière, les bordiguistes et les libertaires. Certains anarchistes ont été attirés par le négationnisme au début des années 1980, mais, à la différence de LO et du courant minuscule héritier spirituel d'Amadeo Bordiga qui sont indifférents à sa nocivité, ils l'ont bientôt condamné. De son côté, la Ligue communiste, puis le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), sont restés imperméables au négationnisme.

L'histoire de l'extrême gauche et de l'ultra-gauche en France depuis les années 1960 révèle donc deux attitudes opposées. Les organisations qui se réclament de la IV^e Internationale (JCR, Ligue communiste) ont combattu sans relâche l'antisémitisme, alors que d'autres composantes de l'extrême et de l'ultra-gauche ont manifesté une incompréhension, voire même des complaisances à l'égard de l'antisémitisme : le révisionnisme puis le négationnisme se sont développés au sein de ces courants. Le négationnisme a été d'abord confiné à des milieux très réduits mais il connaît une audience croissante à partir de 1986, lorsque Jean-Marie Le Pen s'interroge sur sa « pertinence » puis lorsque l'année suivante, il qualifie les chambres à gaz de « point de détail » de la Seconde Guerre mondiale.

Deux vagues antisémites, on l'a vu, ont touché notre pays à la fin des années 1950, puis de 1975 à 1980. Il faut être très prudent dans leur examen car elles se composent d'exactions de nature très différentes : certaines sont graves, d'autres le sont beaucoup moins. Les discussions passionnelles suscitées par ces actes ne facilitent pas leur analyse sereine. Et surtout ces deux vagues antisémites se situent dans des contextes très différents de ceux d'aujourd'hui. Ainsi, les années 1975-1980 n'ont rien à voir avec la situation actuelle pour trois raisons. La communauté juive en France connaissait des transformations importantes en raison du retour massif en France des Juifs sépharades d'Algérie depuis une quinzaine d'années ; mais cette évolution ne faisait alors que débiter. L'image d'Israël commençait également à évoluer depuis la guerre des Six Jours en 1967 ; mais là encore, ce processus n'en était qu'à ses débuts. Enfin le contexte politique international était fortement marqué par le poids du « camp socialiste » qui devait implorer, on le sait, en 1989-1991. Des bouleversements essentiels

sont survenus au Moyen Orient depuis la révolution iranienne (1979), avec la seconde guerre du Golfe en 2003, les espoirs suscités par les Printemps arabes en 2011 et leurs revers depuis cette date, notamment en Égypte et en Syrie.

Quel est le poids de l'antisémitisme dans la société française aujourd'hui ? Les chiffres fournis par la Commission nationale consultative des droits de l'homme témoignent de sa progression incontestable, bien qu'irrégulière, depuis une quinzaine d'années. Ils montrent le poids direct du conflit israélo-palestinien sur son développement : les incidents antisémites se multiplient à chaque moment de crise. On le voit en 2006, puis le climat semble s'apaiser jusqu'en 2010 comme en témoigne l'appel lancé alors par l'organisation JCall, créée à l'initiative de Juifs européens, en faveur de la fin de l'occupation et de la création d'un État palestinien viable aux côtés d'Israël et lui garantissant sa pérennité. Mais les bouleversements survenus dans les pays arabes en 2011 remettent bientôt en cause cette relative accalmie. Ils contribuent également à reléguer au second plan en France les effets du conflit israélo-palestinien, sans pour autant les faire disparaître. Cette question et celle de l'appréciation de l'antisémitisme dans notre pays demeurent particulièrement passionnelles. Le débat ne se focalise en effet pas seulement sur le nombre d'actes antisémites, nécessairement sujets à discussion, mais aussi sur l'interprétation qui en est faite. Quoiqu'il en soit, cette évolution provoque des peurs accrues au sein de la communauté juive.

La critique de la politique de l'État d'Israël n'a rien à voir avec la remise en cause de sa légitimité en tant qu'État. La description faite en 2009 par Pierre-André Taguieff d'un espace « islamo-gauchiste¹ » reposant en France sur une haine foncièrement antisémite de la gauche pour Israël est erronée. La gauche n'a aucune responsabilité en ce domaine et l'extrême gauche pas davantage, sauf la toute petite minorité de l'ultra-gauche au sein de laquelle le négationnisme a vu le jour ou qui a manqué de vigilance à son égard. À cette exception, la gauche et l'extrême gauche ne doivent pas être rendues responsables de l'antisémitisme existant actuellement dans notre pays. L'extrême gauche n'a rien à voir avec le négationnisme. En revanche, il est légitime de s'interroger sur les raisons pour lesquelles l'extrême gauche se mobilise de moins en moins aujourd'hui contre l'antisémitisme. C'est ce que fait Robert Hirsch dans ce livre. Il explique cette indifférence par une incompréhension grandissante de ce nouvel antisémitisme, elle-même due à plusieurs raisons. L'une est fort ancienne. La gauche radicale, comme

1. Pierre-André Taguieff, *La Judéophobie des modernes. Des Lumières au Jihad mondial*, Paris, Odile Jacob, 2008.

toute la gauche, a pensé et pense encore, sans doute inconsciemment, que la question antisémite étant réglée pour elle depuis l'affaire Dreyfus, puis depuis la Seconde Guerre mondiale, elle est immunisée par nature contre ce fléau ; elle peut donc se mobiliser pour d'autres causes. Une autre raison est beaucoup plus liée à l'actualité. Désireuse de se lier aux populations opprimées des banlieues, radicalisées par le conflit israélo-palestinien et par les événements survenus au Moyen-Orient depuis le printemps arabe, l'extrême gauche a tendance à fermer les yeux sur l'antisémitisme que ces milieux professent parfois : il lui est impossible de s'opposer à ces populations.

Divisée depuis des décennies entre plusieurs tendances, la gauche radicale devient donc de moins en moins vigilante devant l'antisémitisme actuel. Les adeptes traditionnels de l'antisémitisme sont rejoints par de nouveaux antisémites : cette réalité explique la résurgence du phénomène depuis une quinzaine d'années. Il repose sur plusieurs « arguments ». Il reprend d'abord les vieux préjugés antisémites sur le supposé pouvoir occulte des Juifs. Il s'appuie ensuite sur l'identification avec les Palestiniens d'une partie de la jeunesse immigrée qui a du mal à s'intégrer ; cette frange de la population a été longtemps indifférente à l'égard des Juifs mais c'est de moins en moins le cas. Elle n'est pas pour autant antisémite dans son ensemble : la question de l'influence de ce fléau dans ces milieux ne pouvait être traitée ici.

Enfin, Robert Hirsch se demande si la cécité dont fait preuve l'extrême gauche devant ce nouvel antisémitisme n'est pas confortée par la perte des repères antifascistes, due à l'oubli par les jeunes générations des combats de la Seconde Guerre mondiale et de leur mémoire. Une telle orientation constituerait alors une rupture de l'extrême gauche par rapport à son passé nourri de l'antifascisme qui a contribué à son rejet absolu de l'antisémitisme et du racisme. Un des fondements intellectuels de l'ultra-gauche perméable au négationnisme a été le rejet de l'antifascisme : elle le considérait comme une « duperie » de l'impérialisme. La lente érosion des valeurs antifascistes au sein de l'extrême gauche ne l'amène-t-elle pas à sous-estimer l'antisémitisme aujourd'hui ? De nombreux militants d'extrême gauche, on l'a vu, étaient depuis les années 1960, d'origine juive. Les choses sont en train de changer sur ce plan pour deux raisons. Tout d'abord, la génération des jeunes Juifs des années 1960 disparaît peu à peu de la scène ; il n'est pas sûr qu'elle soit remplacée par des dirigeants issus des mêmes milieux. On assiste ensuite à un essoufflement de l'idéologie antifasciste qui a constitué pendant longtemps une digue contre l'antisémitisme ; elle est remplacée par l'affirmation du droit à la différence. Cette évolution est particulièrement sensible au sein du Nouveau parti anticapitaliste (NPA),

comme à la LCR avant lui, où l'antifascisme fut longtemps une référence obligée mais où il l'est de moins en moins aujourd'hui. Ces deux raisons expliquent pourquoi la moindre mobilisation de la gauche radicale contre l'antisémitisme actuel. Son discours n'est pas antisémite, mais son antisio-nisme grandissant et son antifascisme déclinant infléchissent ses positions dans une direction dont il n'est pas sûr qu'elle soit vraiment consciente.

L'antifascisme a une longue histoire, qui ne peut être retracée ici. Disons simplement que sa dernière phase s'ouvre au lendemain de 1968 pour culminer dans les manifestations contre Jean-Marie Le Pen lors de l'élection présidentielle d'avril 2002. L'antifascisme conserve ses références durant cette période, mais sous une forme appauvrie. Il se souvient de Vichy et de la Seconde Guerre mondiale, mais il tend de plus en plus à oublier le Front populaire, à partir du milieu de la décennie 1980. L'antifascisme a été un mythe mobilisateur en faveur de la République jusqu'aux années 1960 mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. La déception de pans importants du « peuple de gauche » à l'égard de la politique suivie par François Mitterrand, puis de l'orientation de François Hollande depuis les débuts de son quinquennat jouent également. Déboussolée devant la montée du Front national, toute la gauche connaît actuellement une crise qui accentue ce délitement de l'antifascisme.

À partir de la décennie 1970, l'émergence de l'antiracisme, dernier avatar de l'antifascisme, contribue à approfondir ce délitement. Les réactions à l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic (1980), la large mobilisation, allant bien au-delà du « peuple de gauche », qu'il suscite, marquent peut-être la fin de l'antifascisme classique et l'avènement d'un antiracisme nouveau ; la question se pose également pour la manifestation ayant suivi la profanation du cimetière de Carpentras en 1990. Quoi qu'il en soit, l'antiracisme ne cesse d'augmenter dans la société française, dans le contexte des débats survenus depuis la fin des années 1980 au sujet du voile, du foulard puis de la burka. Ces épisodes posent la question de la laïcité qui fait rage actuellement, à l'heure où la crainte de « l'islamisme » ne cesse de progresser dans notre pays. Minoritaires mais amplifiés sur les plans politique et médiatique, ces épisodes entraînent des débats identitaires complexes ; ils rencontrent également des mémoires victimaires qui se font le plus souvent concurrence à travers de vives polémiques. Ces dernières provoquent des divisions au sein de la gauche et de l'extrême gauche. Tout cela ne peut qu'affaiblir encore davantage ce qui reste de l'antifascisme.

Tout historien est fils de son temps et Robert Hirsch ne fait pas exception à la règle : il affronte des questions très actuelles. Il fournit un dossier complet sur l'extrême gauche et les Juifs depuis 1968, tout en apportant des éléments précieux sur la réalité de ce nouvel antisémitisme et sa sous-

estimation par la gauche radicale. Son constat est lucide, mais peu réjouissant : nous n'en devons pas moins le remercier de nous en faire prendre conscience.

Michel Dreyfus
Directeur de recherche émérite au CNRS